

Compte-rendu du Dialogue de haut niveau sur l'énergie et des Journées d'action énergétique: 22-24 septembre 2021

Cette réunion de haut niveau dédiée à la problématique énergétique, organisée sous l'égide de l'Assemblée générale des Nations Unies, était la première du genre depuis 40 ans. Elle a révélé une volonté généralisée d'accélérer la réalisation du septième Objectif de développement durable (ODD 7), qui consiste à garantir l'accès de tous à une énergie propre et abordable, et d'atteindre le zéro émissions nettes (ou neutralité carbone) à l'horizon 2050 comme le prévoit l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Quarante-trois Chefs d'État et de gouvernement, et plus d'une centaine de responsables de haut-niveau dépêchés par les autorités nationales, les agences de l'ONU et d'autres organisations intergouvernementales, le secteur privé et la société civile, ont participé à ce Dialogue de haut niveau sur l'énergie (DHNE) et ont annoncé quelques 137 engagements baptisés « Pactes énergétiques » (Energy Compacts).

Le DHNE, convoqué par le Secrétaire-général des Nations Unies António Guterres, a été organisé autour de 4 axes thématiques dits « Dialogues de leadership »:

- Accélérer l'action pour l'accès universel à l'énergie et la neutralité carbone;
- Assurer des transitions justes et inclusives qui ne laissent personne pour compte;
- Stimuler les financements et l'investissement; et
- Élargir l'échelle d'action à travers des pactes énergétiques.

La journée a aussi été l'occasion de deux « événements spéciaux » consacrés à « Élever le niveau de l'ambition collective ». Outre le lancement des Pactes énergétiques, le principal aboutissement du DHNE sera une feuille de route globale pour la réalisation de l'ODD 7, qui sera dévoilée dans la Synthèse du DHNE établie par le Secrétaire-général des Nations Unies pour être ensuite présentée à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le DHNE s'est réuni en ligne le vendredi 24 septembre 2021 de 9h30 à 20h06 (UTC-4). Il a été précédé par deux « Journées d'action énergétique » qui comprenaient des discussions en panel et la présentation d'une sélection de Pactes énergétiques.

Bref historique du Dialogue de haut niveau sur l'énergie

La résolution 74/225 de l'Assemblée générale des Nations Unies invite le Secrétaire-général à convoquer en 2021, avec le soutien des instances onusiennes compétentes, un dialogue de haut niveau pour promouvoir la mise en œuvre des objectifs et cibles du Programme 2030 de développement durable relatifs à l'énergie, afin de contribuer par ce biais aux activités de la Décennie de l'Énergie durable pour tous (2014-2024), notamment dans le cadre du Plan mondial d'action pour la décennie et du Forum politique de haut niveau sur le développement durable.

Liu Zhenmin, Secrétaire-général adjoint aux affaires économiques et sociales, a été nommé Secrétaire-général du DHNE. Le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, par le biais de sa Division des objectifs de développement durable, a rempli les fonctions de Secrétariat au service du Dialogue et a fait intervenir le Secrétariat d'ONU-Énergie dans les préparatifs. Les Co-Présidents d'ONU-Énergie – Achim Steiner, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et Damilola Ogunbiyi, Représentante spéciale du Secrétaire-général et Présidente-Directrice générale (PDG) de l'initiative Énergies durables pour tous (SEforALL) – ont co-présidé le Dialogue.

Dans ce numéro

Bref historique du Dialogue de haut niveau sur l'énergie	1
Compte-rendu des Journées d'action énergétique	2
Le potentiel de l'ODD 7 à créer un meilleur avenir pour les peuples et la planète	2
Allons-y ! Des financements propitiateurs pour l'accès universel à l'énergie et l'avancement de la transition énergétique	4
Compte-rendu du Dialogue de haut niveau sur l'énergie	5
Dialogue de leadership 1: Accélérer l'action pour l'accès universel à l'énergie et la neutralité carbone	6
Dialogue de leadership 2: Assurer des transitions justes et inclusives qui ne laissent personne pour compte	7
Dialogue de leadership 3: Stimuler les financements et l'investissement	8
Dialogue de leadership 4: Élargir l'échelle d'action avec les Pactes énergétiques	9
Événement spécial I: Élever le niveau d'ambition collective sur l'ODD 7 et l'action climatique	10
Événement spécial II: Élever le niveau d'ambition collective sur l'ODD 7 et l'action climatique	10
Brève analyse du DHNE	11
Réunions à venir	12
Glossaire	12

Le Dialogue de haut niveau était structuré autour de cinq thèmes principaux – l'accès à l'énergie; la transition énergétique; l'avancement des ODD par des transitions énergétiques justes et inclusives; l'innovation, la technologie et les données; et le financement et l'investissement –, avec un Groupe multipartite de travail technique (GTT) constitué pour chacun de ces thèmes. Les GTT ont produit des Rapports thématiques contenant des recommandations substantielles sur les questions relatives à chacun des thèmes. Chaque GTT était soutenu dans ses travaux par trois ou quatre instances onusiennes (« co-directrices »), un groupe de gouvernements nationaux qui s'étaient portés « Champions de thème global » et de nombreux experts participant à une série de trois réunions pour chaque GTT.

Le travail des GTT est venu éclairer les Forums thématiques ministériels qui se sont déroulés en juin 2021, qui avaient pour mission de fournir des orientations sur les questions prioritaires dans le cadre des cinq thèmes, ainsi que des contributions au Dialogue lui-même. Les Forums ont approuvé les rapports des GTT comme base de travail pour établir une feuille de route axée sur l'action pour la réalisation de l'ODD 7 d'ici 2030, dans le cadre de la réalisation du Programme 2030 et de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Le Dialogue a produit d'autres résultats, comme les engagements pris volontairement par des États membres et d'autres parties prenantes sous la forme de « Pactes énergétiques ». Ces pactes identifient leurs principaux produits, étapes et calendriers de mise en œuvre avec des cadres clairs de suivi à l'horizon 2030.

Tous les produits issus du Dialogue ont vocation à éclairer les processus intergouvernementaux à venir, en particulier la Décennie d'action pour la réalisation des ODD et la Conférence 2021 de Glasgow sur les changements climatiques, ainsi que les actions de suivi de l'édition 2021 de la Conférence mondiale pour des transports durables, l'édition 2022 de la Conférence des Nations Unies sur les océans, l'édition 2021-22 de la Conférence des Nations Unies sur la diversité biologique et le Sommet 2021 sur les systèmes alimentaires.

Compte-rendu des Journées d'action énergétique

Les Journées d'action énergétique se sont déroulées en ligne, sur des créneaux de 2 heures et demie chaque jour, les 22 et 23 septembre 2021, en amont du DHNE. Des représentants d'entreprises, de fondations, de villes, de la jeunesse et d'autres segments de la société civile ont annoncé des engagements dans le cadre de « Pactes énergétiques » et mobilisé leurs partenariats pour une action transformatrice en faveur de l'ODD 7 et de la neutralité carbone à l'horizon 2050.

La Journée d'action énergétique du 22 septembre a été l'occasion de discussions en panels de haut niveau sur le thème « Le potentiel de l'ODD 7 à créer un meilleur avenir pour les peuples et la planète »; Les panels de haut niveau du 23 septembre étaient, quant à eux, axés sur le thème « Allons-y ! Des financements propitiateurs pour l'accès universel à l'énergie et l'avancement de la transition énergétique ».

Le potentiel de l'ODD 7 à créer un meilleur avenir pour les peuples et la planète

Nisha Pillai, de la BBC, a animé cet événement. Elle a ouvert la première séance, consacrée aux peuples et à la planète placés au cœur de l'ODD 7, en rappelant que 800 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité et que 2,8 millions n'ont pas accès à des moyens de cuisson propres.

Les participants ont ensuite visionné une vidéo sur le travail de dissémination de cuisinières propres mené par le Réseau pour le commerce de proximité au service des femmes, dans le cadre du Réseau des femmes indiennes auto-employées (SEWA).

L'énergie comme fil d'Ariane: Un moyen au service des priorités et objectifs nationaux et internationaux: La Co-

Présidente du DHNE, Damilola Ogunbiyi, a rappelé que près de 4 millions de personnes meurent chaque année de pauvreté énergétique et que les deux tiers des émissions de gaz à effet de serre proviennent de l'utilisation des énergies, ce qui fait qu'une solution à deux volets est indispensable pour atteindre les cibles de l'ODD 7 et l'objectif climatique à l'horizon 2050. Elle a félicité les États membres des Nations Unies qui font figure de champions du changement, et a désigné l'énergie comme un fil d'Ariane au service des priorités et objectifs des pays et de la communauté internationale dans son ensemble.

Alok Sharma, Président de la 26^e réunion de la Conférence des Parties (CdP 26) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a évoqué l'alerte lancée par le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) quant au fait que nos chances de limiter le réchauffement global à 1,5°C, voire 2°C, s'amenuisent de jour en jour et que cela impose une réponse urgente qui permette d'éliminer un quart des émissions par la transition vers des énergies propres. Il a signalé que les prix des énergies renouvelables ont considérablement baissé et que celles-ci sont désormais en mesure d'alimenter les communautés en énergie, à des prix abordables; il a également noté l'essor de l'énergie issue du charbon, qui « s'élève telle une colonne de fumée », et a appelé les pays à cesser de délivrer des permis d'exploitation du charbon à des fins énergétiques et à accompagner l'élan créé autour de l'ODD 7 jusqu'à la CdP 26 et au-delà.

Frans Timmermans, Vice-président exécutif de la Commission européenne, a indiqué que l'Union européenne (UE) vient d'inscrire son objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050 dans la loi, qu'elle a détaché la croissance économique des émissions, et qu'elle soutient désormais l'objectif africain d'accès universel à l'énergie d'ici 2030. Il a affirmé que tous les pays doivent cesser de financer la production d'énergie au charbon hors de leurs frontières et entamer l'élimination progressive de leurs centrales à charbon.

Vera Songwe, Sous-Secrétaire-générale des Nations Unies et Secrétaire-exécutive de la Commission économique pour l'Afrique, a déclaré que l'Afrique affronte actuellement une triple crise économique, sanitaire et climatique, et de ce point de vue, elle a signalé:

- que le nouvel Accord continental africain de libre échange ne peut être mis en œuvre sans l'énergie requise par l'industrie;
- que l'Afrique fait désormais face à la troisième vague de COVID-19, avec seulement 5,5% de sa population vaccinée et de nombreux hôpitaux privés d'électricité; et
- que l'énergie au charbon n'est pas compétitive.

Elle a par ailleurs mis en lumière l'engagement de l'Afrique sur la neutralité carbone d'ici 2050, mais a souligné que le continent est forcé d'utiliser du gaz naturel pendant sa transition.

Nisreen Elsaïm, Présidente du Groupe consultatif de la jeunesse sur les changements climatiques, constitué par le Secrétaire-général des Nations Unies, a affirmé que la justice climatique passe par un développement couplé à des réductions d'émissions car il n'y a pas de développement sans énergie, et que la jeunesse a besoin d'énergie pour mettre au point de nouvelles innovations dans la lutte contre les changements climatiques. Soulignant que plusieurs rapports produits depuis 2019 montrent que les changements climatiques ont des effets dévastateurs sur l'humanité et la biodiversité, elle a asséné que l'Afrique a besoin d'investissements dans les énergies renouvelables immédiatement; cela ne peut pas attendre 2050, a-t-elle conclu.

Ikal Angelei, du Grand groupe des peuples autochtones, a noté que l'énergie est souvent produite sur les terres des peuples autochtones mais qu'ils n'ont pourtant pas accès à un approvisionnement moderne en électricité. Elle a appelé à adopter une approche du développement énergétique qui soit axée sur les droits, en estimant que la transition énergétique est une opportunité offerte à tous de faire équipe avec les peuples

autochtones pour lutter efficacement contre les changements climatiques et mener à bien un développement durable pour tous.

L'audace et l'ambition à l'honneur: Pactes énergétiques

I: Benigno López Benítez, Vice-Président aux secteurs et connaissances, Banque interaméricaine de développement (BID), a présenté le Pacte sur les énergies renouvelables pour l'Amérique latine et les Caraïbes (RELAC) qui fixe une cible régionale à 70% de participation des énergies renouvelables dans les capacités installées et la production d'électricité.

Gudlaugur Thór Thórdarson, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale au développement, ISLANDE, et Åsa Regnér, Directrice-exécutive adjointe d'ONU-Femmes, ont annoncé un Pacte Genre et Énergie visant à stimuler l'action permettant de garantir aux femmes une égalité d'opportunités dans la gestion, la participation et les bénéfices liés à une transition énergétique juste, durable et inclusive.

Miguel Stilwell de Andrade, PDG de Energias de Portugal (EDP), a annoncé que l'entreprise s'est engagée à éliminer totalement le charbon de son mix énergétique d'ici 2050, ainsi qu'à devenir verte et neutre en émissions de carbone à l'horizon 2030.

Gurdeep Singh, Président et Directeur-général du plus grand fournisseur de services publics de l'Inde, NTPC, a annoncé l'engagement sur un pacte visant à installer une capacité de plus de 50 gigawatts (GW) d'énergies renouvelables d'ici à 2030 et à réduire l'intensité énergétique nette de la compagnie.

Nandita Parshad, Directrice-générale du Groupe pour des infrastructures durables à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), a indiqué que la BERD s'est engagée à produire 50 Plans d'action Villes vertes d'ici 2030, et à consacrer environ 1,9 milliard EUR aux investissements prioritaires des Villes vertes.

Elisabeth Brinton, Vice-Présidente exécutive aux solutions renouvelables et énergétiques, Royal Dutch Shell, a indiqué que l'entreprise s'est engagée à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et à fournir une électricité fiable à 100 millions de personnes dans les marchés émergents d'ici 2030.

Alhaji Kanja Sesay, Ministre de l'énergie de la SIERRA LEONE, a annoncé un pacte intégral pour la fourniture de cuisinières propres.

Intervenante spéciale: La Secrétaire-générale adjointe des Nations Unies, Amina Mohammed, a estimé que la réalisation de l'ODD 7 est d'importance capitale pour atteindre l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050, et qu'elle pose deux défis: l'accès à une énergie moderne, abordable et durable, ainsi qu'à des dispositifs de cuisson propres; et la décarbonation de nos systèmes énergétiques. Elle a asséné que « l'échec n'est pas une option » et a appelé à utiliser le DHNE pour lancer une transition énergétique juste et équitable pour tous et pour les générations futures.

Bouleverser les marchés énergétiques: Financer les opportunités hors-réseau: Usha Rao-Monari, Administratrice associée du PNUD, a animé cette discussion. Kerrie Symmonds, Ministre de l'énergie de la BARBADE, a dit que son pays est la première île libre d'énergies fossiles au monde, car elle est universellement électrifiée et vise 100% d'énergies renouvelables d'ici 2030. Il a mis en exergue un mix énergétique composé d'énergie solaire, éolienne et marémotrice, ainsi que de biomasse, et a évoqué un programme accéléré de primes à l'investissement dans les énergies renouvelables qui offre un rendement élevé aux investissements dans des systèmes de technologie solaire et éolienne, et qui est conçu pour « accélérer le pouls de l'investisseur ».

Kate Steel, Co-Fondatrice et Cheffe d'exploitation de Nithio, a dit que son entreprise a constaté que le secteur privé ne parvenait pas à créer un marché pour les solutions techniques abordables et déjà disponibles d'énergie hors-réseau parce qu'il n'arrivait pas à traduire le risque crédit des ménages en conditions bancaires favorables aux investisseurs. Elle a indiqué que l'entreprise a

appliqué des modèles d'intelligence artificielle pour aider les sociétés à comprendre le risque crédit et les flux de trésorerie, et à introduire ainsi les solutions sur le marché, en identifiant les régions ayant un besoin de capital subventionné ou de prêts concessionnels par rapport à celles qui sont en mesure de contracter des prêts commerciaux sans risque pour le capital privé.

Ryan Levinson, Co-Fondateur et PDG de SunFunder, a expliqué que son entreprise a pour mission de faciliter l'accès à des crédits en faveur des énergies renouvelables dans les marchés émergents. Il a indiqué que 50% de son capital provient d'investisseurs commerciaux et 50% de donateurs et d'agences de financement qui assument davantage de risques, ce qui réduit le risque qui pèse sur l'investissement privé. Déplorant que les institutions publiques exigent trop souvent un risque zéro, il a affirmé que son entreprise a pour but de « déverrouiller le flux de capitaux » en empaquetant des entreprises et des projets propres dans les bons véhicules d'investissement.

Javier Manzanares, Directeur-exécutif adjoint du Fonds vert pour le climat (FVC), a mis en lumière le rôle du FVC en tant que premier fonds climatique au monde, qui fournit des financements mixtes public-privé, notamment dans les Pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID) pour des technologies de rupture et des solutions novatrices en matière de climat, permettant ainsi la réduction du risque associé à des projets créateurs de nouveaux marchés et l'alignement des financements sur les impératifs de développement durable. Il a estimé que la large gamme de produits proposée par le FVC, dont des subventions, des participations au capital et des prêts concessionnels, encourage la finance privée à apporter des solutions à plus vaste échelle.

L'audace et l'ambition à l'honneur: Pactes énergétiques II: Patrick Pouyanné, Président et Directeur général de TotalEnergies, a engagé son entreprise à installer une capacité brute de 100 GW d'énergies renouvelables d'ici 2030, pour offrir une électricité durable à quelques 80 millions de personnes.

Mark Carrato, Coordinateur de Power Africa, a annoncé un pacte multipartite avec pour but de fournir un accès durable à une source d'énergie propre et fiable à 25000 centres de santé en Afrique subsaharienne et dans le Sud de l'Asie.

Francesco La Camera, Directeur-général de l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA), a dévoilé une initiative multipartite d'hydrogène vert, qui rassemble actuellement 29 pactes et compte en réunir davantage ultérieurement, pour établir d'ici 2030 une nouvelle capacité de 268 GW d'énergies renouvelables et plus de 25 millions de tonnes d'hydrogène vert.

Ben Backwell, PDG du Conseil mondial de l'énergie éolienne, a annoncé un pacte avec l'IRENA qui vise à porter la capacité éolienne à 380 GW d'ici 2030 et 2000 GW d'ici 2050.

Savoir pour agir: Conduire une transition énergétique qui soit juste et ouverte à tous et permette à la fois d'offrir un accès universel à l'énergie: Jason Bordoff, Doyen Co-Fondateur de la Faculté d'études climatiques de Columbia, Université de Columbia, États-Unis, a animé ce panel. Il a observé que, si tout le monde s'accorde à penser que nous devons faire évoluer notre système énergétique, il convient de le faire plus rapidement en plaçant la justice et l'équité au centre de cette transition. Bordoff a averti que stimuler la croissance économique tout en atteignant les objectifs climatiques « est un défi colossal ».

Kadri Simson, Commissaire à l'énergie, Commission européenne, a évoqué un paquet législatif historique sur l'énergie proposé par la Commission, qui a par ailleurs rejoint l'initiative Hydrogène vert de l'IRENA et annoncera bientôt un pacte ambitieux sur les énergies renouvelables avec l'IRENA.

Dymphna van der Lans, PDG de l'Alliance pour des dispositifs de cuisson propres, a évoqué l'importance des cuisinières propres au regard des objectifs de santé, de développement, d'énergie et

d'inclusion sociale, et a indiqué que cela est souvent négligé dans les différentes phases des plans énergétiques nationaux.

Jules Kortenhorst, PDG de l'Institut Rocky Mountain, a noté que, si les coûts des énergies renouvelables ont drastiquement baissé, le coût en capital de leur installation reste élevé; il a signalé en outre que les investissements n'atteignent pas encore l'échelle requise et que les financements sont très mal organisés. Il a souligné que les financements publics ne suffiront pas à eux seuls pour atteindre l'ODD 7 et qu'il faut donc réduire davantage les risques en utilisant à meilleur escient les financements publics de façon à ce que le capital privé puisse être déployé.

La Confédération internationale des syndicats a estimé que, menée correctement, une transition juste vers des énergies sobres en carbone serait un générateur majeur d'emploi et permettrait de renforcer la sécurité et la résilience énergétiques.

Résumé de la première journée: Ogunbiyi a dressé le bilan des discussions en soulignant que les objectifs à 2030 et à 2050 demandent d'agir maintenant et de toute urgence. Elle a qualifié les Pactes énergétiques d'actions cruciales à court terme pour la réalisation des objectifs à long terme, car ils montrent ce qui peut être fait. Elle a souligné le rôle central des femmes dans de nombreux pactes et l'impératif pour le secteur privé de prendre des engagements audacieux. Elle a appelé tout le monde à agir ensemble pour accélérer et élargir la transition énergétique, en saluant au passage l'annonce concernant l'Initiative d'énergie verte pour l'Afrique prise par l'UE et son engagement à aider les pays qui disposent d'une feuille de route vers les énergies propres à abandonner le charbon comme source d'énergie. Réitérant l'appel pour une transition juste et inclusive, elle a indiqué qu'avec la mobilisation de financements pour les pays, l'annonce de la Chine concernant le charbon et le financement climatique doublé par les États-Unis pour atteindre 11 milliards USD, l'horizon mondial de l'énergie est plein de promesses.

Allons-y ! Des financements propitiateurs pour l'accès universel à l'énergie et l'avancement de la transition énergétique

Jeudi 23 septembre, la modératrice Nisha Pillai a lancé la deuxième journée en présentant Paula Flores, Coordinatrice régionale du projet de recherche Global Youth Energy Outlook, de l'organisation Student Energy. Flores a mis en exergue les besoins en énergie des communautés autochtones, pour l'éducation, la santé et une meilleure qualité de vie. Elle a exhorté les responsables politiques du monde à renforcer la sécurité des communautés en leur offrant un accès à l'énergie à des prix abordables. La Co-Présidente du DHNE Ogunbiyi a appelé chacun à rejoindre la traversée des neuf prochaines années vers l'ODD 7 en adoptant des processus inclusifs, et a instamment prié les responsables du monde à montrer ce que veut dire leadership.

Samantha Power, Administratrice de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), a évoqué l'annonce imminente d'un nouveau partenariat des États-Unis avec des pays d'Afrique et autres en faveur des énergies propres et des nouvelles technologies, avec pour objectif de démontrer que les sociétés peuvent connaître la croissance tout en « devenant plus vertes ». Elle a estimé que le monde peut –et doit– faire les deux.

Riccardo Puliti, Vice-Président aux infrastructures, Banque mondiale, a évoqué les efforts déployés pour aider à répondre à la demande croissante d'accès à l'énergie tout en réduisant les émissions, notamment au travers de soutiens pour:

- généraliser l'efficacité énergétique;
- gérer correctement les centrales à charbon et les autres installations électriques;
- augmenter la part des énergies solaire et éolienne; et
- créer des cibles d'efficacité énergétique.

Il a indiqué que les investissements de la Banque mondiale dans les énergies renouvelables sont actuellement en augmentation et atteignent les 2 mille milliards USD, tandis que la Banque

réduit de moitié ses investissements dans les centrales à charbon tout en s'assurant de préserver les moyens de subsistance des communautés qui dépendent du charbon.

Inger Andersen, Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a appelé à lutter contre les changements climatiques et la pauvreté énergétique en accélérant la transition vers des énergies propres, efficaces et abordables, et a estimé qu'un tel investissement produira trois fois plus d'emplois que les investissements dans les énergies fossiles. Elle a invité chacun à rejoindre la Coalition pour l'énergie urbaine, qui vise à réduire la consommation énergétique des villes, et a plaidé pour des solutions axées sur la nature, notamment la végétalisation et les infrastructures vertes, en mettant l'accent sur le devoir de soin qui incombe au monde entier.

Sharon Ikeazor, Ministre d'État à l'environnement, NIGERIA, a réaffirmé l'engagement de son pays sur une transition juste et équitable vers des énergies propres, qui se traduit par:

- l'alimentation de cinq millions de ménages en électricité issue d'énergies renouvelables décentralisées d'ici 2030;
- l'expansion de l'utilisation du gaz naturel pour augmenter la capacité de production d'énergie, afin d'intégrer ensuite des énergies renouvelables; et
- la conversion de 50% du réseau national d'approvisionnement aux énergies renouvelables.

Elle a averti que pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, il faudra réaliser l'ODD 7 dès 2030, et a appelé à élever le niveau d'ambition, le soutien financier et l'alignement politique mondial concernant le rôle du gaz naturel comme étape provisoire.

Le Co-Président du DHNE Steiner a affirmé que le monde est au seuil d'une révolution énergétique. Il a souligné les changements qui sont déjà en cours, par des chemins certes différents selon les pays. Il a mis en cause ce monde où les centres de santé ne peuvent pas fonctionner correctement en pleine pandémie et a assuré le soutien des Nations Unies aux pays et communautés en indiquant que le but du PNUD est d'ouvrir l'accès à l'énergie pour 500 millions de personnes d'ici 2026.

L'ambition et l'audace à l'honneur: Pactes énergétiques

I: Ignacio Galán, Président et PDG d'Iberdrola, a annoncé l'engagement de son entreprise à doubler sa capacité d'énergies renouvelables d'ici 2025, à réduire l'intensité de ses émissions et à élargir l'accès à l'électricité, l'hydrogène vert et les bornes de recharge pour véhicules électriques.

Gustavo Montezano, Président de la Banque nationale brésilienne de développement, a annoncé que la Banque s'est engagé de concert avec le prestataire Electrobras à substituer la production d'électricité au diesel dans les Systèmes isolés d'Amazonie par une énergie propre, renouvelable et abordable d'ici 2030.

Arantxa Tapia, Ministre du développement économique, de la durabilité et de l'environnement, Pays Basque, Espagne, a annoncé deux pactes, l'un sur l'hydrogène vert et l'autre sur la création de coopératives de distribution d'énergie favorables aux consommateurs.

Dan Jørgensen, Ministre du Climat, de l'énergie et des services publics du Danemark, a annoncé que son pays s'engage à réduire de 70% ses émissions de dioxyde de carbone d'ici 2030, à générer 100% de son électricité par des moyens renouvelables d'ici 2028, à atteindre 12 GW de puissance électrique issue d'éoliennes offshore et à porter son financement de l'action climatique à au moins 500 millions USD d'ici 2030.

Khaled Al Huraimel, PDG du Groupe Bee'ah, a décrit le pacte de son entreprise qui vise à créer une installation de valorisation énergétique de déchets, établir une centrale d'énergie solaire sur le site d'une décharge recouverte, et créer une pompe à hydrogène vert pour approvisionner une flotte de véhicules à hydrogène.

Tomas Anker Christensen, Ambassadeur pour les changements climatiques, DANEMARK, a annoncé un pacte avec la Cool Coalition pour accélérer la transition mondiale vers des systèmes

de climatisation efficaces et respectueux du climat, en cohérence avec les engagements pris en vertu de l'Accord de Paris et de l'Amendement de Kigali relatif aux hydrofluorocarbures dans le cadre du Protocole de Montréal

Dialogue mondial: Stimuler la transition énergétique dans les secteurs d'utilisation finale –Électrification, verdissement des secteurs d'utilisation finale, et efficacité énergétique:

Ce panel a été modéré par Nawal Al-Hosany, Représentante permanente des Émirats arabes unis (EAU) à l'IRENA.

David Marchick, Directeur d'exploitation de la Corporation américaine de financement du développement international (DFC), a estimé que la pauvreté énergétique est un écueil de taille pour les économies émergentes. Il a évoqué l'objectif de la DFC de fournir un accès à l'énergie à 10 millions de personnes d'ici 2025.

Patricia Scotland, Secrétaire générale du Commonwealth, a annoncé le lancement prévu à la Cdp 26 d'un nouvel outil destiné à aider les PEID à élaborer des dossiers pour attirer des investissements dans les énergies propres. Elle a appelé à mobiliser une volonté politique forte, afin d'établir des cadres propices pour attirer des financements, développer des technologies et réduire les coûts des énergies renouvelables.

Olivier Blum, Directeur de la stratégie et de la durabilité chez Schneider Electric, a énuméré trois bonnes pratiques commerciales pour la transition énergétique mondiale:

- établir une trajectoire stratégique avec une feuille de route, des étapes clés et des responsables engagés;
- numériser la gestion de la durabilité pour surveiller et mesurer la consommation d'énergie et les émissions de dioxyde de carbone; et
- décarboner l'économie par l'engagement d'« écosystèmes » commerciaux entiers, y compris les chaînes d'approvisionnement, et réinventer les processus et modèles d'affaires existants.

Il a affirmé que les innovations sont déjà disponibles, et que tout n'est qu'une question de volonté.

Alexander Kormishin, Président de l'Agence de la jeunesse pour l'énergie (YEA) au sein du groupe BRICS (Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), a expliqué que la YEA a pour mission de porter la voix et les points de vue de la jeunesse des BRICS sur les plateformes internationales tels que la Cdp 26. Il a indiqué que le rapport annuel de la YEA sur l'énergie est examiné par les ministres de l'énergie des BRICS et que les Chefs d'État citent les déclarations de la YEA dans leurs documents; la YEA est ainsi devenue une plateforme mondiale où les jeunes du monde émergent peuvent promouvoir leurs positions en matière énergétique.

L'ambition et l'audace à l'honneur: Pactes énergétiques I:

David Lecoque, PDG de l'Alliance pour l'électrification rurale, a indiqué que son organisation s'est engagée à livrer des services d'énergie renouvelable à plus de 500 millions de personnes supplémentaires dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne, d'Asie-Pacifique et de la région Amérique latine et Caraïbes.

Sumant Sinha, PDG de ReNew Power, a parlé de l'engagement de son entreprise à:

- fournir en continu de l'électricité issue d'énergies renouvelables à des tarifs 20% moins chers que les fournisseurs traditionnels d'électricité;
- augmenter sa capacité de génération d'électricité à partir d'énergies renouvelables;
- améliorer son efficacité opérationnelle par le biais d'interventions numériques;
- fabriquer des panneaux solaires et des turbines éoliennes; et
- devenir une organisation à zéro émission nette d'ici 2050.

Koen Peters, Directeur exécutif de GOGLA, l'association mondiale de l'industrie de l'énergie solaire hors réseau, a évoqué le pacte de son organisation pour chercher des solutions hors-réseau afin de fournir en énergie un milliard de personnes.

Francesco La Camera, Directeur général de l'IRENA, et Qu Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ont annoncé un pacte conjoint pour aider cinq pays à pourvoir en énergies renouvelables les besoins énergétiques de l'ensemble de leurs systèmes de production agro-alimentaire.

Savoir pour agir: Financer l'accès à l'énergie dans les pays en développement et les petits États insulaires en développement:

Pillai a animé ce panel. Ashvin Dayal, Vice-président principal (Électricité et climat) de la Fondation Rockefeller, et PDG par intérim de la Global Energy Alliance, a expliqué que l'Alliance cherche à intégrer, mieux coordonner et mobiliser les nombreuses sources de financement qui existent en matière d'accès à l'énergie et d'énergies propres.

Kevin Kariuki, Vice-président de la Banque africaine de développement (BAD) chargé des questions relatives à l'électricité, l'énergie, le climat et la croissance verte, a évoqué comment la BAD cherche à éliminer les risques liés aux investissements énergétiques par: le financement des travaux préalables de mise au point de cadres réglementaires et institutionnels aptes à attirer les investissements privés; des financements propitiateurs permettant de débloquent des fonds privés; et la promotion de mini-réseaux verts.

Affirmant qu'il existe déjà des technologies énergétiques propres et viables, et que le problème réside dans leur opérationnalisation, Andrew M. Herscovitz, Directeur en chef du développement à la DFC, a indiqué que celle-ci travaille de concert avec la Fondation Rockefeller, entre autres, à éliminer les risques pour les investissements et qu'elle explore actuellement la façon de promouvoir davantage la mise en réseau distribuée.

Alfonso Rodríguez, Vice-Ministre de la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE chargé des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique, a expliqué que pour de nombreux PEID les principales difficultés consistent à avoir suffisamment de capacité électrique de secours pour faire face aux catastrophes naturelles, et à résoudre les problèmes techniques de connexion des sources renouvelables, comme l'énergie solaire, au réseau national existant.

Signalant que les niveaux de financements estimés nécessaires à la transition énergétique sont très élevés, Pillai a demandé aux intervenants où trouver ces fonds. Kariuki a répondu qu'avec un arsenal adapté de cadres et de projets propitiateurs, correctement structurés, il n'y aura aucun problème pour obtenir les montants d'investissement requis. Herscovitz a été d'accord avec cette analyse et a ajouté qu'on « ne manque pas de financeurs désireux d'accéder à cette sphère » et qu'il y a simplement besoin de développer les bons cadres, de renforcer les capacités, d'aider les personnes à comprendre les technologies qui y participent, en luttant parfois contre des intérêts locaux tenacement enracinés, et d'œuvrer pour accroître l'adhésion de tous dans le pays récepteur des fonds.

Clôture: Ogunbiyi est revenue sur la richesse des discussions qui ont permis de couvrir tous les aspects des défis que le monde doit affronter, et sur les Pactes énergétiques qui éclairent le chemin entre l'ambition et l'action. Elle a repris à son compte les inquiétudes des représentants de la jeunesse qui estimaient que rien n'est encore joué et que le destin de l'humanité est entre nos mains.

Compte-rendu du Dialogue de haut niveau sur l'énergie

Le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres a déclaré ouvert le DHNE vendredi 24 septembre 2021. Il a souligné le besoin d'éradiquer la pauvreté énergétique et de limiter les changements climatiques tout en fournissant à chacun une énergie propre et renouvelable à un prix abordable, et que pour accomplir cela il faut impérativement décarboner rapidement et radicalement notre système au cours de la prochaine décennie afin d'atteindre

les objectifs de l'Accord de Paris et les ODD. Guterres a ensuite mis en exergue quatre priorités à cet égard:

- combler les lacunes dans l'accès à l'énergie;
- décarboner les systèmes énergétiques;
- mobiliser des financements prévisibles à des échelles adaptées; et
- s'assurer que personne ne soit laissé pour compte grâce à une transition juste et équitable.

Abdulla Shahid, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, a asséné que l'énergie est un luxe pour des millions de personnes et souligné le besoin de garantir l'accès à l'énergie. Il a estimé que les Pactes énergétiques sont des mécanismes clés pour guider le leadership et l'action sur l'ODD 7, et a encouragé tous les décideurs à continuer de prendre et d'annoncer ce type d'engagements.

Chebets Lesan, PDG de BrightGreen Renewable Energy, Kenya, a fait état des efforts de son entreprise pour fournir des dispositifs de cuisson plus sûrs et moins chers fonctionnant à partir de déchets agricoles et organiques, et pour distribuer des produits essentiels à la survie des ménages tout en réduisant ses émissions de gaz à effet de serre. Elle a demandé 42 milliards USD pour permettre à l'industrie de la cuisson propre de développer des innovations, d'établir des sets de données fiables et de développer des arguments commerciaux solides pour le secteur.

Francesco Starace, PDG et Chargé de gestion du Groupe Enel, et Président de la Fondation Enel, a affirmé que les technologies actuelles font des énergies renouvelables les sources les plus compétitives et les plus pratiques, en plus d'être les plus aptes à aligner croissance économique et protection des ressources de la planète. Il a instamment plaidé pour l'alignement des fonds consacrés à la relance post-pandémique sur les objectifs de transition climatique, et pour cesser de financer des systèmes énergétiques susceptibles de devenir des actifs échoués.

Dialogue de leadership 1: Accélérer l'action pour l'accès universel à l'énergie et la neutralité carbone

Le Co-Président du DHNE Achim Steiner a présidé ce dialogue. Steiner a estimé que le manque d'accès à des énergies modernes et abordables subi par un grand nombre de personnes est une situation inacceptable, qui pourrait pourtant se résoudre avec les outils déjà disponibles si tant est que la volonté et les ressources nécessaires soient mobilisées. Il a annoncé l'engagement du PNUD à mobiliser ses partenaires pour fournir un accès à des énergies propres et abordables à 500 millions de personnes supplémentaires.

Champions mondiaux du DHNE: Uhuru Kenyatta, Président du KENYA, a décrit le Pacte énergétique de son pays en matière de dispositifs de cuisson propres. Il a plaidé pour la mise en place d'une journée de la cuisson propre, pour sensibiliser, mobiliser la volonté politique et les ressources requises, et exhorter chacun à s'engager.

Lazarus McCarthy Chakwera, Président du MALAWI, a évoqué le Pacte énergétique de son pays visant à promouvoir des dispositifs de cuisson plus propres fonctionnant à la biomasse et à disséminer ce type de dispositifs *en masse* pour accomplir la transition vers des cuisines propres et atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Il a appelé chacun à s'engager en faveur des énergies propres et de la cuisson propre à l'horizon 2030.

Mette Frederiksen, Première ministre du DANEMARK, a évoqué les plans de son pays pour réduire de 70% ses émissions d'ici 2030, générer 100% de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2028, augmenter sa capacité électrique issue d'éoliennes off-shore pour atteindre 12 GW et porter son financement de l'action climatique à 500 millions USD d'ici 2030.

Alexander Novak, Premier ministre adjoint, FÉDÉRATION DE RUSSIE, a indiqué que le pacte de son pays donne priorité à l'éradication de la pauvreté énergétique et à un approvisionnement fiable en énergies abordables pour les consommateurs de tous les

pays. Il a averti que les aspects climatiques ne doivent pas devenir un argument concurrentiel sur les marchés.

Frans Timmermans, Vice-Président de la Commission européenne, a évoqué l'engagement de l'UNION EUROPÉENNE à hauteur de 4 milliards EUR pour le financement de l'action climatique dans les pays les plus désavantagés, ainsi que ses travaux conjoints avec l'IRENA sur la création de feuilles de routes pour l'accès aux énergies renouvelables à une échelle industrielle en Afrique. Il a appelé les pays industrialisés à abandonner progressivement le charbon et à cesser d'en financer la production et l'utilisation dans les autres pays.

Tom de Bruijn, Ministre du commerce extérieur et de la coopération au développement, PAYS-BAS, a annoncé que le pacte néerlandais vise à soutenir la transition énergétique des pays à faible revenu et à fournir une contribution de 100 millions USD aux Fonds d'investissement climatiques. Il a par ailleurs noté que le système néerlandais de Résultats sur l'ODD 7 offre des subventions spécifiquement dédiées à soutenir l'accès aux énergies renouvelables.

Eiichiro Washio, Ministre d'État aux affaires étrangères, JAPON, a comparé l'ODD 7 à un sommet montagneux que tout le monde cherche à gravir mais pour lequel chaque grimpeur doit tracer son propre chemin. Il a indiqué que son pays participera à la réalisation de l'ODD 7 en fournissant des technologies et des innovations sur mesure adaptées aux circonstances de chaque pays bénéficiaire.

Zhang Jianhua, Directeur de l'Administration nationale de l'énergie, CHINE, a indiqué que le pays contribuera aux efforts visant un accès global en partageant l'expérience et la sagesse de la Chine ainsi que ses innovations en matière de stockage d'énergie et de technologies à l'hydrogène. Il a appelé le monde à promouvoir le développement de technologies énergétiques de façon plus ouverte, plus inclusive et plus équilibrée, pour permettre à tous les pays de profiter des dernières avancées technologiques.

Chefs d'État et de gouvernement: Gaston Browne, Premier ministre d'ANTIGUA-ET-BARBUDA, s'exprimant au nom de l'Alliance des petits États insulaires en développement (AOSIS), a affirmé que les PEID doivent abandonner leur dépendance aux énergies fossiles au profit d'un mix énergétique fondé sur les renouvelables, mais que pour ce faire, ils ont besoin d'accéder à des financements abordables, sur un terrain équitable. Il a appelé à dévier les subventions actuellement accordées aux énergies fossiles vers les énergies renouvelables dans le cadre des mesures prises pour accélérer la transition, et a mis en exergue l'Initiative Lighthouses des PEID.

Sebastian Kurz, Chancelier fédéral de l'AUTRICHE, a indiqué que le pays a largement atteint l'ODD 7 et a l'intention de devenir un leader de l'innovation dans le secteur des énergies durables. Il a expliqué que le pays va focaliser son aide internationale dédiée à l'énergie sur l'aide aux PEID.

Organisations co-directrices des Groupes de travail technique: David Malpass, Président du Groupe Banque mondiale, a souligné que la Banque est engagée auprès des pays clients pour les aider à atteindre l'ODD 7.

Courtenay Rattray, Sous-Secrétaire générale et Haute représentante des Pays les moins avancés, des Pays en développement enclavés et des petits États insulaires en développement, a instamment demandé à la communauté internationale de se focaliser davantage sur l'aide aux PMA.

Francesco La Camera, Directeur général de l'IRENA, a mis en exergue le pacte de son agence visant à mobiliser 3 milliards USD pour financer et mettre en œuvre des projets d'énergies renouvelables sobres en carbone et résilients du point de vue climatique. Il a par ailleurs cité les travaux de l'IRENA avec l'UE pour clarifier les priorités d'investissement dans les énergies renouvelables en Afrique et en Amérique latine, ainsi que les coûts associés.

Leaders des États membres et multipartites: Kristalina Georgieva, Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), a évoqué une proposition formulée par le personnel du FMI pour la fixation d'un seuil mondial aux prix du carbone.

Per Heggnes, PDG de la Fondation IKEA, et Rajiv Shah, Président de la Fondation Rockefeller, ont abordé l'engagement conjoint des deux fondations à investir 1 milliard USD sur 10 ans pour porter le nombre de personnes ayant accès à une énergie renouvelable distribuée en Asie, en Afrique et en Amérique latine à 1 milliard de personnes.

Abigail Binay, Maire de Makati, Philippines, a souligné le rôle qui devrait être celui des autorités locales et régionales dans la transition énergétique.

Déclaration du Secrétaire-général du Dialogue: Encouragé par le niveau d'engagement, le Secrétaire-général du DHNE Liu Zhenmin a appelé à intensifier les efforts pour la réalisation de l'ODD 7. Il a indiqué que les éléments clés pour une feuille de route mondiale sont clairs, notamment:

- combler les lacunes de l'accès à l'énergie pour les 760 millions de personnes qui n'y ont toujours pas accès;
- favoriser les solutions de cuisson propres;
- stimuler le financement des solutions énergétiques propres;
- tirer profit des synergies avec d'autres ODD pour mener une transition juste et inclusive; et
- augmenter drastiquement l'échelle d'action.

Dialogue de leadership 2: Assurer des transitions justes et inclusives qui ne laissent personne pour compte

La Co-Présidente du DHNE Damilola Ogunbiyi a présidé ce dialogue. Elle a affirmé que pour être juste et équitable, la transition doit prendre en compte les aspirations de toutes les personnes en situation de pauvreté énergétique et leur donner accès à une énergie propre à des prix abordables, en soulignant l'effet transformateur que l'énergie peut avoir sur la qualité de vie des personnes et des communautés. Ogunbiyi a par ailleurs appelé chacun à former un réseau de Pactes énergétiques pour impulser un élan généralisé, produire des avancées sur le terrain et tirer le maximum de profit des investissements dans les énergies renouvelables.

Champions mondiaux du DHNE: Jair Bolsonaro, Président du BRÉSIL, a évoqué le pacte brésilien visant à augmenter la production et l'utilisation de biocarburants et à créer un marché du carbone des biocarburants, et a annoncé un engagement à fournir en énergie solaire 100 millions de familles autochtones et lacustres.

Ivan Duque Marquez, Président de la COLOMBIE, a évoqué la participation du pays au pacte énergétique RELAC, qui engage les pays à atteindre 70% d'énergies renouvelables d'ici 2030.

Andrzej Duda, Président de la POLOGNE, a signalé les difficultés de la relance post-COVID-19 dans la construction d'une économie à faibles émissions. Il a évoqué le plan d'action du pays pour diversifier sa matrice énergétique afin d'accroître la part des sources à faibles émissions, y compris de l'énergie nucléaire, qui viendront s'ajouter au gaz naturel pendant la transition.

Marcelo Rebelo de Sousa, Président du PORTUGAL, a dit que le pacte de son pays consacre une attention particulière à l'hydrogène vert et à la mobilisation des flux financiers internationaux en faveur des énergies vertes. Il a évoqué la contribution additionnelle de 20 millions EUR que le Portugal entend verser d'ici 2030 pour des projets dédiés à des énergies sûres et abordables pour tous.

Teresa Ribera, Vice-Présidente et ministre de la transition écologique de l'ESPAGNE, a appelé les pays à prendre leurs responsabilités vis-à-vis des pays énergétiquement pauvres et a signalé le besoin de former les travailleurs des secteurs des énergies fossiles et de leur offrir des alternatives d'emploi.

Gudlaugur Thór Thórdarson, Ministre des affaires étrangères et de la coopération au développement international de l'ISLANDE, a évoqué le pacte de son pays qui vise à atteindre la neutralité carbone et abandonner toute dépendance vis-à-vis des énergies fossiles d'ici 2050, et a annoncé l'intention de l'Islande de lancer un Pacte énergétique sur l'énergie géothermique.

Raj Kumar Singh, Ministre de l'électricité de l'INDE, a évoqué le pacte de son pays relatif à l'hydrogène vert ainsi qu'à l'augmentation de la part des énergies renouvelables et de leur importation. Faisant référence au principe de responsabilités communes mais différenciées et aux différentes circonstances nationales, il a demandé aux pays développés de fournir des technologies et des financements abordables.

Greg Hands, Ministre d'État à l'énergie, la croissance propre et aux changements climatiques, ROYAUME-UNI, a évoqué les engagements du pays sur:

- l'élimination progressive de l'électricité générée à partir de charbon;
- 200 millions GBP pour soutenir l'énergie éolienne; et
- la mise en place d'un Conseil de la transition énergétique à la CdP 26 pour fournir un soutien plus coordonné à la transition vers des énergies propres partout dans le monde.

Sharon Ikeazor, Ministre d'État à l'environnement, NIGERIA, a indiqué que la transition énergétique « sera et doit être différente » dans les pays en développement. Elle a parlé du pacte qui engage son pays à donner accès à l'électricité à 25 millions de personnes d'ici 2023 grâce aux technologies d'énergie solaire. Elle a averti que le Nigeria va utiliser du gaz naturel pendant quelque temps au cours de sa transition énergétique.

Chefs d'État et de gouvernement: Gotabaya Rajapaksa, Président du SRI LANKA, a noté que son pays est co-responsable d'un Pacte énergétique pour l'arrêt de la production électrique au charbon, et qu'il cherche à tirer 70% de son électricité de sources renouvelables d'ici 2030. Il a indiqué que le Sri Lanka, dans sa Contribution déterminée au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris, s'est engagé à ne pas construire de nouvelles centrales électriques à charbon.

Recep Tayyip Erdoğan, Président de la TURQUIE, a mis en garde contre les solutions « universelles et prototypées » et a appelé à s'adapter plutôt aux circonstances spécifiques de chaque pays.

Yoweri Kaguta Museveni, Président de l'OUGANDA, a souhaité mettre l'accent sur les sources d'énergies modernes, en soulignant que l'électricité est essentielle à la production de biens et services abordables. Il a prévenu que le gaz naturel servira d'énergie de transition et a affirmé que des prêts concessionnels seront indispensables pour les pays en développement.

Alexander De Croo, Premier ministre de la BELGIQUE, a signalé que le pays se trouve parmi les cinq premiers en matière de production d'énergie éolienne off-shore. Il a annoncé que la Belgique présentera sa vision de l'hydrogène dans les semaines à venir, en précisant que celle-ci favorisera les partenariats pour des réseaux d'hydrogène vert.

Moeketsi Majoro, Premier ministre du LESOTHO, a souligné le besoin d'étendre les réseaux et de créer des solutions hors-réseau, et a mis en avant les efforts déployés dans le pays pour la construction d'une centrale hydro-électrique, de deux centrales solaires et d'une centrale d'énergie éolienne.

Organisations co-directrices des Groupes de travail technique: Armida Salsiah Alisjahbana, Secrétaire-exécutive de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (ESCAP), a indiqué que le pacte de l'ESCAP épaulera les pays membres en matière d'accès à l'énergie, de connectivité des réseaux et d'investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, a évoqué une feuille de route stratégique approuvée en juin 2021 par la Coalition de haut-niveau sur la santé et l'énergie, qui appelle à:

- augmenter drastiquement les investissements dans l'électrification des centres de santé et dans la cuisson propre;
- fournir des ressources humaines et financières pour des actions en faveur des énergies propres dans le secteur de la santé et pour les ménages; et
- élaborer des modèles politiques et financiers sur mesure pour débloquer le potentiel des solutions énergétiques propres et durables, et répondre aux besoins du secteur de la santé.

Mounir Tabet, Secrétaire-exécutif adjoint de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (ESCWA), a mis en exergue le pacte de l'ESCWA visant à faciliter la réalisation des ODD dans la région à travers des transitions énergétiques justes et inclusives qui soient à la fois « sensibles à la problématique de genre, d'initiative locale et connectées globalement ».

Leaders des États membres et multipartites: Pyon Deiye, Ministre adjoint à la santé et aux services médicaux, NAURU, s'exprimant au nom des petits États insulaires du Pacifique en développement, a souligné le besoin d'élever le niveau d'ambition pour l'action nationale en matière de climat, notamment pour atteindre des cibles d'énergies renouvelables, et a attiré l'attention sur l'engagement à installer une capacité de 10 GW d'énergies renouvelables sur l'ensemble des PEID.

Dag Inge Ulstein, Ministre du développement international de la NORVEGE, a rappelé le récent engagement pris par son pays de fournir 1,2 milliard USD de financements sur cinq ans pour des projets d'énergies renouvelables dans les pays en développement.

Numar Alfonso Blanco Bonilla, Secrétaire exécutif de l'Organisation latino-américaine de l'énergie, a évoqué l'engagement régional dans le cadre du RELAC à porter la capacité installée d'énergies renouvelables à 70% d'ici 2030.

La PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE a décrit la façon dont elle a institutionnalisé les engagements pris au niveau mondial par le biais de législations nationales accompagnées de leurs instruments de mise en œuvre.

Dialogue de leadership 3: Stimuler les financements et l'investissement

Ce dialogue a été présidé par le Co-Président du DHNE Steiner. Celui-ci a déclaré que les engagements enregistrés par le DHNE atteignaient –à ce moment-là– 400 milliards USD et que cela « n'est que le début ». Il a appelé à pourvoir des financements novateurs et à grande échelle pour les énergies durables. Rien qu'1% des 400 mille milliards USD actuellement détenus en capitaux privés suffirait à réaliser la transition énergétique, a-t-il signalé, appelant chacun à décider de l'avenir qu'il souhaite.

Champions mondiaux du DHNE: Roberto Cingolani, Ministre de la transition écologique de l'ITALIE, a exhorté chacun à « rebâtir en mieux pour l'avenir » et a démontre des structures énergétiques à fortes émissions de carbone.

Shah Mahmood Qureshi, Ministre des affaires étrangères du PAKISTAN, a évoqué les engagements du pays pour atteindre un accès universel, doubler sa capacité de production d'énergies renouvelables et ses niveaux d'efficacité énergétique, et placer un moratoire sur les centrales électriques au charbon. Il a mis en exergue le potentiel d'investissement au Pakistan dans les énergies solaires et éoliennes.

Norbert Barthle, Secrétaire d'État parlementaire auprès du Ministre fédéral de la coopération économique et du développement, ALLEMAGNE, a estimé qu'il est temps d'agir en éliminant progressivement les énergies fossiles et en favorisant l'expansion massive des énergies renouvelables. Il a évoqué le pacte de son pays qui vise à soutenir les pays partenaires à élargir l'utilisation d'énergies décentralisées et de l'hydrogène vert.

Chefs d'État et de gouvernement: Taneti Maamau, Président de KIRIBATI, a signalé qu'une loi énergétique est en cours de formulation pour permettre davantage d'investissements dans les énergies renouvelables à Kiribati, et a invité les partenaires de

développement du pays à soutenir sa « marche vers la neutralité carbone en 2050 ».

Emmerson Dambudzo Mnangagwa, Président du ZIMBABWE, a mis en exergue les efforts déployés par le pays pour favoriser les énergies renouvelables et accueillir les investissements dans ce secteur.

Kyriakos Mitsotakis, Premier ministre de la GRÈCE, a indiqué que le pays a planifié son abandon du charbon d'ici 2025 et qu'il cherche à doubler sa capacité génératrice d'énergies solaire et éolienne d'ici 2030, tout en accentuant ses efforts d'efficacité énergétique.

Sher Bahadur Deuba, Premier ministre du NÉPAL, a signalé que 90% des népalais ont déjà accès à l'électricité et que le pays s'est engagé à se pourvoir en énergies respectueuses du climat par le biais de l'industrie hydroélectrique et d'autres sources renouvelables, ainsi qu'à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Organisations co-directrices des Groupes de travail technique: Werner Hoyer, Président de la Banque européenne d'investissement (BEI), a noté que la BEI est la première banque multilatérale de développement alignée sur l'Accord de Paris et engagée pour l'élimination progressive du financement de projets d'énergies fossiles. Il a plaidé pour une transition juste vers des économies vertes et pour multiplier par trois les investissements énergétiques dans les pays en développement et les marchés émergents d'ici 2030.

Fatih Birol, Directeur-exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), a indiqué que la feuille de route mondiale de l'AIE montre qu'il est possible de réaliser de larges réductions d'émissions tout en atteignant les ODD et l'accès universel à des énergies propres et modernes d'ici 2030. Il a estimé que la course à la neutralité carbone est une course contre le temps, et que le monde n'aura pas gagné cette course tant que tous les pays n'auront pas franchi la ligne d'arrivée, ce qui rend essentielle la collaboration internationale.

Leaders des États membres et multipartites: John Kerry, Envoyé spécial présidentiel des ÉTATS-UNIS pour le climat, a indiqué que le Pacte énergétique des États-Unis vise à:

- réduire les émissions de 50-52% d'ici 2030 et d'atteindre la neutralité carbone du secteur de l'électricité d'ici 2035;
- tirer 80% de son électricité de sources propres d'ici 2030, avec 450 GW générés à partir d'énergies renouvelables;
- soutenir les transitions énergétiques des économies émergentes, dont l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud; et
- contribuer à augmenter l'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne.

Eric Garcetti, Maire de la ville de Los Angeles, États-Unis, s'exprimant au nom de la coalition de villes C40, a appelé les responsables nationaux, les investisseurs et les entrepreneurs à aider les villes à accélérer la transition vers des énergies propres et à éliminer les inégalités énergétiques. En citant des conclusions selon lesquelles il serait possible, abordable et équitable d'avoir des réseaux énergétiques 100% propres, il a demandé aux gouvernements nationaux de soutenir les villes de la C40 dans la réduction de leurs émissions en vue d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Agnes Kalibata, Envoyée spéciale du Secrétaire-général des Nations Unies au Sommet 2021 sur les systèmes alimentaires, a estimé qu'il est essentiel de prendre en compte le lien entre énergie et nourriture, en signalant que ces deux secteurs sont aujourd'hui les plus gros émetteurs du monde.

Yannick Glemarec, Directeur exécutif du FVC, a instamment plaidé pour une décarbonation ambitieuse de tous les secteurs. Il a indiqué que le FVC a levé 10 milliards USD qui ont ensuite permis de mobiliser 30 milliards USD pour accélérer la transition énergétique vers la production d'énergies renouvelables, la distribution efficace et fiable d'énergie, l'accès à des énergies propres et l'élimination des risques associés aux projets créateurs de marchés.

Dialogue de leadership 4: Élargir l'échelle d'action avec les Pactes énergétiques

Ce dialogue a été présidé par la Co-Présidente du DHNE Ogunbiyi. Elle a rapporté que les intervenants du DHNE, ayant pris conscience de l'échelle du problème et identifié le niveau d'ambition requis pour le résoudre, ont annoncé les engagements et actions qu'ils entendent entreprendre pour se montrer à la hauteur du défi, et que ces annonces se traduisent par 137 Pactes énergétiques enregistrés à la date du 20 septembre. Elle a estimé que le niveau d'ambition doit encore être élevé en matière de cuisson propre, et s'est dite impatiente d'enregistrer davantage d'engagements et d'activités sur le terrain au cours de la décennie à venir pour assurer la réalisation de l'ODD 7.

Champions mondiaux du DHNE: Lionel Rouwen Aingimea, Président de NAURU, a indiqué que son pays présentera un pacte national visant à accroître de 50% sa capacité en énergies renouvelables, tout en renforçant son efficacité énergétique et en développant l'électrification des transports.

Raquel Peña, Vice-Président de la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, a dit que son pays soutient l'engagement de parvenir à la neutralité carbone d'ici 2050.

Juan Carlos Jobet, Ministre de l'énergie du CHILI, a indiqué que son pays s'est engagé à fermer toutes ses centrales à charbon d'ici 2040 et à électrifier ses transports urbains d'ici 2035. Il a noté que le Chili est également co-organisateur d'un pacte mondial sur l'hydrogène vert.

Mika Lintilä, Ministre des affaires économiques de la FINLANDE, a dit que son pays vise la neutralité carbone d'ici 2035.

Roberto Ordoñez, Ministre de l'Énergie du HONDURAS, a dit que son pays a présenté 13 Pactes énergétiques, portant notamment sur l'efficacité énergétique et l'inclusion des femmes dans le secteur énergétique.

Georges Pierre Lesjongard, Ministre de l'énergie et des services publics de l'ÎLE MAURICE, a indiqué que son pays entend achever l'élimination progressive de ses centrales à charbon d'ici 2030. Il a estimé qu'il convient de trouver des façons de recycler tous les équipements d'énergies renouvelables.

Nasser Bourita, Ministre des Affaires étrangères, de la coopération africaine et des expatriés marocains, MAROC, a dit que son pays cherche à devenir un acteur clé du secteur de l'hydrogène vert et a développé un partenariat avec l'Éthiopie sur l'accès aux énergies renouvelables dans le cadre des engagements du Maroc envers l'Afrique.

Abdullah Bin Mohammed Al Nuaimi, Ministre des changements climatiques et de l'environnement des ÉMIRATS ARABES UNIS (EAU), a mis en avant que les EAU hébergent trois des plus grandes centrales solaires au monde en capacité génératrice, et a indiqué que Masdar continue d'être leader du secteur de l'énergie tant au niveau national qu'international.

Jorge Rivera Staff, Secrétaire national à l'énergie, PANAMA, a dit que son pays fait partie d'un pôle régional pour les énergies vertes et a mis en exergue le pacte du Panama sur les concours à l'innovation en soutien à l'ODD 7 et à la transition énergétique.

Chefs d'État et de gouvernement: Milo Đukanović, Président du MONTÉNÉGRO, a rapporté que le pays vient de mettre à jour sa CDN en vue de la CdP 26 à la CCNUCC.

Hakainde Hichilema, Président de la ZAMBIE, a annoncé que son pays vise à se positionner comme exportateur net d'énergies renouvelables et a lancé à cette fin un plan ambitieux pour renforcer ses capacités.

Mia Amor Mottley, Première ministre de la BARBADE, a estimé que le charbon « doit disparaître immédiatement ». Elle a dit que son pays a présenté une CDN ambitieuse et a encouragé chacun à prendre le chemin d'une décarbonation rapide avec plus d'électricité renouvelable.

Ana Brnabić, Première ministre de la SERBIE, a dit que son pays a lancé sa transition vers des énergies vertes avec de

nouvelles installations de production d'énergies renouvelables et l'adoption d'une nouvelle loi sur les sources d'énergies renouvelables qui, entre autres, autorise les citoyens à installer des panneaux solaires sur leurs toits.

Prayut Chan-o-cha, Premier ministre de la THAÏLANDE, a dévoilé que le pays possède un plan vert bio-circulaire et vise 30% de véhicules électriques d'ici 2030.

Nicolae Popescu, Premier ministre adjoint de MOLDAVIE, a indiqué que le pays vient de mettre à jour sa législation nationale sur l'efficacité énergétique.

Organisations co-directrices des Groupes de travail technique: Qu Dongyu, Directeur-général de la FAO, a souligné le besoin de solutions énergétiques propres et novatrices pour atteindre les ODD 7 et 2 (éradication de la faim).

Maimunah Mohd Sharif, Directrice-exécutive d'ONU-HABITAT, a indiqué que les villes consomment les deux tiers de l'énergie tandis que les populations urbaines en situation de pauvreté n'ont pas accès aux services de base.

Li Yong, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), a estimé que les innovateurs et entrepreneurs locaux doivent être soutenus pour élaborer des solutions propres aptes à générer des revenus verts. Il a appelé à utiliser de l'hydrogène vert dans l'industrie, à établir des programmes sobres en carbone et à favoriser l'autonomie de genre.

Leaders des États membres et multipartites: Seleshi Bekele, Ministre de l'eau, de l'irrigation et de l'énergie, ÉTHIOPIE, a cité les engagements pris par le pays d'ici 2030, à savoir:

- atteindre 100% d'accès universel à l'énergie;
- augmenter l'accès au biogaz pour la cuisson propre; et
- accroître le niveau général d'énergies renouvelables tout en réduisant la part de l'hydroélectricité dans son mix énergétique.

Walid Fayad, Ministre de l'énergie et de l'eau du LIBAN, a indiqué que 99% des libanais ont accès à l'énergie mais avec d'incessantes coupures de courant, et a rapporté que le Pacte énergétique du Liban vise à augmenter la part des énergies renouvelables et du gaz naturel dans le cadre d'une nouvelle législation, tout en augmentant l'efficacité énergétique.

Akinwumi Adesina, Président de la BAD, a indiqué que les trois quarts de la population mondiale ne disposant pas d'accès à l'énergie se trouvent en Afrique et que la BAD investit 7,2 milliards USD dans le secteur énergétique pour accroître l'accès, débloquer le potentiel de l'Afrique en matière d'énergies renouvelables, et mobiliser des co-financements du secteur privé.

Ruth Porat, Directrice financière de Google, a dit que l'entreprise œuvre en faveur d'un avenir sans émissions pour ses activités, ses utilisateurs et la communauté internationale dans son ensemble. Elle a déclaré que d'ici 2030, 100% de ses centres de données et de ses campus fonctionneront entièrement à l'énergie décarbonée. Elle a également évoqué le pacte de l'entreprise avec l'initiative SEforALL pour guider les investissements vers des réseaux décarbonés.

Clôture des Dialogues de leadership: Le Secrétaire-général du DHNE Liu et la Secrétaire-générale adjointe des Nations Unies Amina Mohammed ont clos les dialogues de leadership au nom du Secrétaire-général des Nations Unies, Guterres. Liu a dit que le niveau d'énergie et d'engagement démontré au DHNE lui a donné de nouvelles raisons d'être optimiste concernant les perspectives de réalisation de l'ODD 7. Il a rapporté que la synthèse du DHNE établie par le Secrétaire-général des Nations Unies contiendra une feuille de route. Il a salué les Pactes énergétiques pour avoir « fixé la barre très haut » et a indiqué qu'ONU-Énergie continuera de soutenir la mobilisation d'autres Pactes énergétiques dans les années à venir.

Mohammed a estimé que le DHNE n'est que le début d'une traversée de neuf ans. Elle a rappelé les quatre piliers de l'effort pour propulser l'action vers la réalisation de l'ODD 7: combler les lacunes de l'accès à l'énergie; décarboner le secteur énergétique;

mobiliser des financements prévisibles et à l'échelle appropriée et promouvoir le transfert de technologies vers le monde en développement; et ne laisser personne pour compte.

Événement spécial I: Élever le niveau d'ambition collective sur l'ODD 7 et l'action climatique

Discussion en table ronde: À la mi-journée, l'hôtesse du DHNE, Nisha Pillai, a animé une table ronde sur les différentes façons d'élever le niveau d'ambition collective, avec les deux Co-Présidents du DHNE Steiner et Ogunbiyi, la Secrétaire exécutive de la CCNUCC Patricia Espinoza, la Coordinatrice internationale d'ENERGIA Sheila Oparaocha, la PDG d'ENGIE Catherine MacGregor et le Directeur-général du Conseil sur l'énergie, l'environnement et l'eau Arunabha Ghosh.

Déclarations: La table ronde a été suivie d'une série de déclarations émanant des pays et autres parties intéressées qui n'avaient pas encore présenté de Pactes énergétiques, y compris l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Algérie, le Bangladesh, le Cambodge, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Namibie, Oman, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Sénégal. Toutes les interventions sont à retrouver intégralement [ici](#). Parmi ces déclarations:

Rafael Mariano Grossi, Directeur-général de l'AIEA, a dit que le nucléaire fait et fera partie de la solution aux changements climatiques et que l'AIEA est prête à y contribuer.

Nasrul Hamid, Ministre de l'électricité, de l'énergie et des ressources minières du BANGLADESH, a informé que le pays: est en pleine révision de son plan directeur pour le secteur de l'électricité avec l'intention de promouvoir une transformation sobre en émissions de l'intégralité de sa chaîne d'approvisionnement en électricité; a renoncé à ses plans d'établir 10 centrales à charbon; a lancé l'un des plus grands systèmes au monde d'alimentation des ménages en énergie solaire; et vise à élargir l'échelle de ses énergies renouvelables jusqu'à 45% d'ici 2050.

Suy Sem, Ministre des mines et de l'énergie du CAMBODGE, a indiqué que son pays va augmenter la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique « dans la plus large mesure possible », mais a averti qu'une certaine dépendance aux énergies fossiles demeurera inévitable, et que le Cambodge explore donc la piste du charbon propre et des technologies de capture et de stockage du CO₂.

Andrea Meza Murillo, Ministre de l'environnement et de l'énergie du COSTA RICA, a évoqué les plans du Costa Rica en matière d'hydrogène vert ainsi que les politiques et mesures visant les utilisations finales, et a mis en avant la dimension sociale des politiques énergétique et climatique du pays.

Pohamba Shifeta, Ministre de l'environnement, des forêts et du tourisme de NAMIBIE, a évoqué les plans de son pays pour devenir un pôle régional de l'hydrogène vert.

Salim bin Naser Al Afi, Sous-Secrétaire du Ministère de l'énergie et des minerais d'OMAN, a indiqué que son pays vise à générer 30% de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2030, voire avant, et qu'il rendra disponibles des énergies propres et abordables aux quatre coins du pays.

Événement spécial II: Élever le niveau d'ambition collective sur l'ODD 7 et l'action climatique

Cette soirée spéciale a accueilli une série de déclarations de ministres et d'autres représentants de pays n'ayant pas encore proposé de Pactes énergétiques, comme Bahreïn, le Burkina Faso, Cuba, Chypre, l'Égypte, El Salvador, la France, le Ghana, le Guyana, le Saint-Siège, l'Indonésie, l'Irlande, Israël, le Kazakhstan, les Maldives, la Micronésie, la Mongolie, le Mozambique, les Philippines, la République de Corée, le Rwanda, les Seychelles, Singapour, le Soudan, la Suède, le Tadjikistan, le Timor Leste, Tonga et Trinidad-et-Tobago.

Toutes les interventions sont à retrouver en intégralité [ici](#) (avancez le curseur à 8:36). Voici quelques-unes de ces déclarations:

Vickram Bharrat, Ministre des ressources naturelles du GUYANA, a évoqué les actions déployées par le pays pour atteindre les objectifs 2030 et 2050, mais a réaffirmé que le Guyana a le droit souverain de développer ses ressources naturelles et de définir les politiques appropriées pour leur production et utilisation.

Paul Richard Gallagher, Secrétaire aux relations avec les États, SAINT-SIÈGE, a appelé à établir des prix raisonnables pour les énergies renouvelables, à respecter des pratiques commerciales éthiques et à subventionner les pauvres. Citant le Pape François, il a affirmé que l'utilisation des énergies ne doit pas détruire notre civilisation.

Arifin Tasrif, Ministre de l'énergie et des ressources minières de l'INDONÉSIE, a estimé que les transitions énergétiques doivent être conduites par des processus inclusifs et avec la participation du public. Il a indiqué que le pays est en pleine transition pour abandonner le charbon et promeut actuellement des plateformes de financements novateurs, y compris des émissions obligataires vertes et des activités d'élimination des risques financiers.

Eamon Ryan, Ministre de l'environnement, du climat et des communications de l'IRLANDE, a mis en exergue que le plan européen est bâti autour des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, et a précisé que l'Irlande vise à réduire de moitié ses émissions en dix ans pour atteindre la neutralité carbone en 2050.

Karine Elharrar, Ministre des infrastructures nationales, de l'énergie et des ressources en eau, ISRAËL, a évoqué parmi les activités du pays une taxe carbone, des investissements dans les transports électriques, et de la recherche-développement sur des solutions de stockage de l'énergie.

Magzum Mirzagaliyev, Ministre de l'énergie du KAZAKHSTAN, a indiqué que le pays s'efforce d'améliorer son efficacité énergétique et d'atteindre le zéro émissions.

Aminath Shauna, Ministre de l'environnement, des changements climatiques et de la technologie des MALDIVES, a estimé que le monde entier doit faire la transition vers les énergies renouvelables.

Kandhi Elieisar, Secrétaire du Ministère des affaires étrangères de MICRONÉSIE, a annoncé que le pays a l'intention de revoir son plan énergétique pour s'assurer que sa feuille de route sur l'énergie reflète correctement l'urgence de la situation.

Choi Jong-moon, Vice-Ministre des affaires étrangères de la RÉPUBLIQUE DE CORÉE, a signalé que son pays est en train: de développer son industrie de véhicules électriques; de stopper la construction de centrales à charbon hors de son territoire; de former des partenariats public-privé dans l'économie de l'hydrogène; et de doubler sa contribution au FVC.

Gan Kim Yong, Ministre du commerce et de l'industrie de SINGAPOUR, a rapporté les travaux du pays pour: décarboner son réseau électrique jusqu'à atteindre désormais 90% d'alimentation au gaz naturel; élargir le déploiement des énergies renouvelables et les financements pour les solutions vertes créées par des sociétés asiatiques; et développer un marché de commerce de carbone.

David Abiamfo, Ministre des ressources naturelles de SURINAM, a dit que le pays vise un accès à l'énergie 24h sur 24 et 7 jours sur 7 pour tous, l'efficacité énergétique, et l'utilisation d'énergies renouvelables dans le cadre d'un mix énergétique optimal.

Per Olsson Fridh, Ministre de la coopération internationale au développement, SUÈDE, a appelé à fixer des dates limites pour la production et la consommation d'énergies fossiles, et a signalé les avancées suédoises vers une production d'acier sans énergies fossiles d'ici 2026.

Muhriddin Sirojiddin, Ministre des affaires étrangères du TADJIKISTAN, a évoqué les travaux développés par le pays avec l'initiative SEforALL en vue d'assurer l'accès à l'énergie par l'élaboration de mécanismes durables pour l'investissement dans les sources d'énergies renouvelables et les technologies énergétiquement efficaces.

Salvador Eugénio Soares dos Reis Pires, Ministre des travaux publics du TIMOR LESTE, a cité les politiques et investissements déployés par le pays pour améliorer l'accès à une énergie plus fiable, plus durable et plus propre à travers des partenariats régionaux et internationaux.

Poasi Tei, Ministre de l'énergie, de l'information, de la gestion des catastrophes, de l'environnement, des changements climatiques et des communications, TONGA, a indiqué que la pandémie a perturbé l'avancée du pays vers sa cible de 50% d'énergies renouvelables en 2020, mais qu'il vise encore à atteindre 100% en 2035.

Stuart Young, Ministre de l'énergie et des industries énergétiques de TRINITÉ-ET-TOBAGO, a signalé la position unique dans laquelle se trouve le pays avec son économie basée sur les hydrocarbures, en précisant que l'accent est mis sur la capture de CO₂ et son stockage, le gaz naturel, ainsi que sur l'hydrogène et l'hydrogène vert.

Brève analyse du DHNE

Comme l'a signalé le Secrétaire-général des Nations Unies António Guterres dans son propos d'ouverture, la démarche de rassembler les pays et d'autres acteurs autour d'un Dialogue de haut niveau sur l'énergie (DHNE), qui a pris un an de préparatifs, était attendue de longue date, car près d'un milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité, la production d'énergie est encore responsable de 75% des émissions de gaz à effet de serre, la pollution de l'air issue de dispositifs de cuisson inadaptes tue encore des millions de personnes chaque année, surtout des femmes et des enfants, et un quart des centres de santé d'Afrique a été « paralysé » pendant la pandémie mondiale par manque d'électricité.

L'objectif de Guterres, en convoquant les responsables mondiaux pour ce dialogue de haut niveau, était d'assurer que « nous ne soyons pas condamnés à ces sombres perspectives d'avenir ». Le Dialogue a réussi à attirer 1500 participants et intervenants, et a vu fleurir près de 150 « Pactes énergétiques » passés par des gouvernements et d'autres entités, avec beaucoup d'autres annoncés et promis. L'événement a jeté les bases sur lesquelles le Secrétaire-général entend développer les plans d'une « feuille de route » vers un avenir meilleur, qu'il offrira ensuite au monde.

Cette analyse examine brièvement ce que le DHNE a accompli et les perspectives de succès dans la réalisation des objectifs que le processus du DHNE était censé impulser.

La situation actuelle

L'Objectif de développement durable 7 (ODD 7) est sans équivoque: il ordonne au monde d'atteindre la cible concrète de *garantir* l'accès de tous à une énergie moderne, fiable et durable à un prix abordable. Mais le monde est actuellement très loin d'atteindre l'ODD 7 et ses cibles pour l'échéance de 2030. Nous sommes également très loin d'atteindre l'objectif fixé par l'Accord de Paris dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui vise à limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C en atteignant la neutralité carbone (zéro émission nette) d'ici 2050, comme l'a cruellement montré le [rapport de synthèse](#) tout juste publié par le Secrétariat de la CCNUCC relatif aux contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris. De fait, dans son propre rapport récemment publié sur les bases scientifiques et physiques des changements climatiques, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC)

a de son côté conclu qu'à défaut « de réductions immédiates, rapides et à grande échelle des émissions de gaz à effet de serre », les températures vont s'élever jusqu'à atteindre le seuil de 1,5°C dix ans plus tôt que prévu –dans tout juste une décennie.

Le processus du DHNE a été organisé pour servir d'électrochoc, non seulement pour atteindre les importantes cibles de l'ODD 7, mais aussi et surtout pour garder vivant l'espoir d'atteindre l'objectif fixé par l'Accord de Paris. Ainsi, Guterres a appelé chacun au DHNE à « s'atteler immédiatement » à résoudre les problèmes qui se présentent sur les dix années à venir, en décarbonant rapidement et radicalement, en particulier nos systèmes énergétiques. Autrement, a-t-il averti, on porterait un coup fatal aux ODD, à nous-mêmes et à la planète, un coup porteur de pauvreté, de maladies et de destruction des écosystèmes.

Une réunion de pensées

L'objectif affiché du DHNE était de susciter des engagements volontaires comprenant des cibles concrètes pour atteindre les cibles de l'ODD 7 et les ambitions de l'Accord de Paris. Ces engagements volontaires, qui ont pris la forme de Pactes énergétiques, ont commencé à voir le jour dès juillet 2021, et le DHNE a poussé quelques 150 responsables mondiaux, y compris des Chefs d'État et de gouvernement, des entreprises et des champions de la société civile, ainsi que d'autres acteurs, à annoncer ce que leurs pays, sociétés et organisations entendent accomplir pour atteindre ces objectifs. Dans l'ensemble, les pactes de financement enregistrés auprès des Nations Unies totalisent pour l'instant près de 500 milliards USD, et d'autres vont suivre. De nombreux présents ont annoncé qu'ils présenteraient des pactes supplémentaires dans les mois à venir, et l'ONU s'est engagée à en conclure d'autres et à créer un réseau de soutien pour encourager davantage, de façon à maintenir, voire à décupler, l'élan qui permettra d'atteindre l'objectif 2030.

Est-ce suffisant ?

Comme avec toute chose, les aspirations ne sont que cela. Les promesses d'aujourd'hui peuvent ne pas être tenues demain. Dans de nombreux cas, elles ne représentent rien de nouveau par rapport à ce qui est déjà en train d'être fait. Tel était le cas de nombreux engagements pris par les pays de l'Annexe I (industrialisés) dans le cadre du Protocole de Kyoto en 1997. Si l'on remonte encore dans le temps, l'engagement américain « des forêts pour l'avenir » de verser 150 millions à la lutte contre la déforestation, annoncé lors du Sommet de la Terre en 1992, ne représentait pas des fonds supplémentaires mais une simple redirection de fonds déjà prévus au budget de l'aide américaine à l'étranger et désinvestis d'autres causes, sans doute tout aussi valables –une promesse, en tout cas, qui ne s'est jamais concrétisée. Les Pactes énergétiques du DHNE vont-ils s'avérer tout aussi inconséquents ?

Il y a pourtant lieu d'être un peu optimistes. D'abord, l'attention accordée au DHNE par les responsables mondiaux a dépassé toutes les attentes des organisateurs, avec des douzaines de demandes de temps de parole qui continuaient à affluer moins de 24 heures avant l'événement, ce qui a fait passer le DHNE d'un événement sur une demi-journée à 11 heures d'interventions non-stop. Même les pays et autres acteurs qui n'étaient pas encore prêts à annoncer des Pactes énergétiques en bonne et due forme se sont montrés désireux de décrire publiquement ce qu'ils sont prêts à faire ou ce qu'ils font déjà. C'est sans doute le signe que les multiples crises que nous subissons actuellement sont enfin prises au sérieux, avec un nouveau sentiment d'urgence. Le coût de l'inaction se fait désormais sentir à travers les inondations, sécheresses et autres incendies massifs d'origine climatique que l'on a connus pendant l'année 2021, et ces coûts sont mis en parallèle avec les coûts (à court terme) –et les possibles bénéfices– de contrer ces crises climatiques en dépassant enfin

notre dépendance économique aux énergies productrices de gaz à effet de serre.

Ensuite, les avantages mondiaux d'une « révolution énergétique » qui opérerait la transition vers une économie décarbonée et vers des énergies renouvelables et durables sont beaucoup mieux reconnus aujourd'hui qu'il y a quelques années. Achim Steiner, Administrateur du PNUD et Co-Président du DHNE, a posé les choses en ces termes: ce n'est plus une question « d'économie contre environnement, ni même de santé contre économie ». Ce qui est bon pour la planète est bon pour les personnes, et les projections citées tout au long de l'événement concernant le nombre d'emplois « verts » et l'amélioration de la qualité de vie qu'une telle transition produirait – et produit déjà – semblent aller dans ce sens, sans parler des bénéfices en termes de santé et de survie qu'un monde plus propre offrirait à l'humanité et à la nature.

On peut considérer qu'un « dialogue » de haut niveau accueillant des engagements volontaires est moins important qu'une négociation d'engagements contraignants, qui est le modèle habituel pour de nombreuses questions environnementales de taille mondiale; mais le DHNE, tout comme la Conférence des Nations Unies sur les océans en 2017, constitue une amélioration de ce modèle traditionnel parce qu'il reconnaît que les gouvernements ne peuvent pas atteindre l'ODD 7 et les objectifs de l'Accord de Paris à eux seuls, et qu'il est au contraire impératif de conclure des partenariats avec la société civile, le secteur privé et tous les niveaux de gouvernance. Le DHNE a donc élargi le nombre d'acteurs et d'organisations qui ne dépendent pas des gouvernements pour prendre des décisions et pour agir, mais qui s'interrogent de façon réaliste sur ce qu'ils peuvent faire et vont faire, en ayant l'assurance que leurs actions seront appréciées à leur juste valeur.

Ainsi, on est en droit de penser que de nombreux responsables mondiaux et au moins une partie de la population mondiale reconnaissent désormais que nous sommes tous dans le même bateau, et qu'arriver à bon port dépendra de notre action concertée. Telle est peut-être la grande leçon du Dialogue de haut-niveau sur l'énergie. Mais seul le temps nous dira si nous pouvons atteindre ce bon port avant qu'il ne soit trop tard.

Réunions à venir

Semaine africaine pour le climat, édition 2021: Les sessions thématiques virtuelles de l'édition 2021 de la Semaine africaine pour le climat prendront le pouls de l'action climatique dans la région, exploreront les défis et opportunités climatiques et présenteront les dernières solutions ambitieuses. **dates:** 26-29 septembre 2021 **lieu:** en ligne **www:** unfccc.int/ACW2021

Youth4Climate – Guider l'ambition: La réunion offrira aux jeunes du monde l'occasion d'élaborer des propositions concrètes en amont de la 26^e réunion de la Conférence des Parties (CdP 26) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Elle aura quatre thèmes principaux: la jeunesse comme guide de l'ambition; la relance durable; l'engagement des acteurs non-étatiques; et des sociétés conscientes de la problématique climatique. **dates:** 28-30 septembre 2021 **lieu:** Milan, Italie **www:** minambiente.it/pagina/towards-cop26-pre-cop-and-youth-event-youth4climate-driving-ambition

Sommet pré-CdP 26: Le Sommet préparatoire en vue de la CdP 26 se déroulera en amont de la CdP 26 à la CCNUCC. La Conférence rassemblera des représentants d'une quarantaine d'États, les délégués du Secrétariat de la CCNUCC, les Présidents des organes subsidiaires à la Convention et nombre d'acteurs de la société civile qui jouent un rôle clé dans la lutte contre les changements climatiques ou dans la transition vers le

développement durable. **dates:** 30 septembre – 2 octobre 2021

lieu: Milan, Italie **www:** mite.gov.it/pagina/milan-pre-cop

Conférence mondiale des Nations Unies sur les transports durables: La deuxième Conférence mondiale sur les transports durables sera l'occasion de mettre l'accent sur les opportunités, les difficultés et les solutions disponibles pour parvenir à une industrie des transports durable et propre au niveau international, avec pour objectif de contribuer à la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur les changements climatiques pendant la Décennie d'action. **dates:** 14-16 octobre 2021 **lieu:** Beijing, Chine **www:** un.org/en/conferences/transport2021

Conférence de Glasgow sur les changements climatiques (CdP 26 à la CCNUCC): La CdP 26, la 16^e réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP 16), la 3^e Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA 3), se réunissent un an après la date prévue, la Conférence ayant dû être reportée en raison de la COVID-19. **dates:** 31 octobre - 12 novembre 2021 **lieu:** Glasgow, Écosse, Royaume-Uni **www:** unfccc.int/

Forum SEforALL: Initialement programmé en 2020, le Forum a été reporté à deux reprises en raison de la pandémie. Avec pour thème « Accélérer le rythme, atteindre la bonne échelle et combler les lacunes », ce Forum offrira une plateforme mondiale pour mobiliser des ressources, connecter des partenaires et dévoiler des activités dans le but de réaliser la promesse d'une révolution énergétique durable et pour tous. **date:** 11 janvier 2022 (à confirmer) **lieu:** Kigali, Rwanda **www:** seforall.org/forum/update

12^e Assemblée de l'IRENA: La douzième session de la réunion annuelle de l'organe de prise de décision de l'IRENA se penchera sur le programme de travail et le budget de l'Agence, y compris toute action de suivi du DHNE. **dates:** 15-16 janvier 2022 **lieu:** Abu Dhabi, EAU **www:** irena.org/institutionalstructure

Retrouvez d'autres réunions ici: sdg.iisd.org/

Glossaire

BAD	Banque africaine de développement
CdP	Conférence des Parties
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
DFC	Corporation américaine de financement du développement international
DHNE	Dialogue de haut niveau sur l'énergie
FVC	Fonds vert pour le climat
GIEC	Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat
GW	Gigawatt
IRENA	Agence internationale des énergies renouvelables
ODD	Objectifs de développement durable
PDG	Président Directeur-général
PEID	Petits États insulaires en développement
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RELAC	Pacte sur les énergies renouvelables pour l'Amérique latine et les Caraïbes
SEforALL	Initiative Énergie durable pour tous